

Ong et appropriation des technologies modernes de communication en Afrique

Approche historique et critique

Ken LOHENTO

Depuis les années 1970, la communication a toujours été perçue et utilisée sur le continent comme un outil pouvant appuyer ou même engendrer le développement socio-économique. Si les institutions internationales telles l'UNESCO et la FAO ont largement été les promotrices de cette espérance, de concert avec les intellectuels, les planificateurs de développement et les politiciens africains, l'efficacité économique du concept de « communication pour le développement » est loin d'être évidente quand bien même il ne semble pas vide de pertinence¹. Cela n'est pas sans nous rappeler le paradoxe de Solow, c'est-à-dire « l'échec persistant d'un résultat positif dans l'investissement dans les TIC à se manifester dans les chiffres de la productivité² » économique. Toutes les techniques de communication nouvelles deviennent les vecteurs de cette espérance. Ainsi, après la radio, la télévision, la vidéo, l'ordinateur, les satellites, des espoirs se sont portés sur l'Internet, même si l'attente du miracle semble révolue. Que ce soit pour la mise en place de listes de diffusion, de téléc centres, ou dans leur travail quotidien et multiforme, toutes les fonctions et potentialités de l'Internet et des technologies de l'information modernes sont sollicitées par les organisations non gouvernementales

¹ Hamid Mowlana, Laurie J. Wilson, « *Communication, technologie et développement* ».

² Nicholas Garnham, « *La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie une critique* ».

Bien qu'il y ait une forte tradition associative depuis toujours dans beaucoup de pays africains³, l'intervention de la société civile en Afrique a connu une visibilité internationale et un nouveau boom à partir des années 1980, suite à la mise en place des programmes d'ajustement structurel et aux discours controversés sur la réduction du rôle de l'Etat⁴. De fait, qu'elle provienne d'une initiative endogène ou exogène, l'intervention de la société civile dans la gestion de la communauté se trouve justifiée et pertinente, d'autant plus qu'il apparaît manifeste que les ressources publiques sont moins abondantes et que des processus de démocratisation et de décentralisation sont mis en oeuvre. Il faut préciser qu'en général, dans beaucoup de pays africains, les associations se dénomment indifféremment association ou ONG. Nous utiliserons l'un ou l'autre de ces termes, par pragmatisme. Nous parlerons aussi parfois d'organisations de la société civile (OSC).

L'action des organisations non gouvernementales africaines travaillant dans le champ des technologies de l'information et de la communication s'inscrit dans ce cadre général. Elle devient très pertinente du fait des importants enjeux dont sont porteuses les TIC en cette ère de mondialisation économique et sociétale. Ces organisations sont de trois sortes : celles qui sont spécialisées sur la promotion de ces technologies, celles qui ont d'autres objectifs, mais cherchent à se les approprier en vue du renforcement de leurs actions et, au milieu, celles qui ne sont pas spécialisées, mais disposent de programme(s) structuré(s) et permanent(s) sur le sujet. Nous allons traiter essentiellement de la première catégorie.

On peut penser que la plupart des organismes de la société civile africaine utilise aujourd'hui les TIC, depuis l'informatique jusqu'à l'Internet, même si la fréquence et l'intensité d'utilisation ainsi que les services exploités varient d'un extrême à l'autre. Certains n'utilisent que le courrier électronique dans des téléc centres ou par le biais de connexion d'amis ou parents, alors que d'autres sont déjà habitués à la vidéoconférence et disposent de connexions permanentes à l'Internet. Certains sont spécialisés sur la promotion des TIC alors que la plupart ont juste une utilisation fonctionnelle de ces technologies.

Trois raisons majeures semblent avoir été les cadres motivants de l'utilisation des nouvelles technologies par les ONG en Afrique dès les années 1980. Il s'agit de la nécessité de pallier aux contraintes des moyens de communications habituels (route, poste, téléphone, etc.) entre partenaires situés dans des régions distantes, des concertations internationales entre ONG, telles celles organisées en ligne avec l'appui de l'Association of Progressive Communication (APC), en prélude à la préparation de la

³ Moussa Ba, « *Acquis et limites des ONG en Afrique de l'Ouest* »

⁴ Henrik S. Marcussen « *Les ONG et la construction de la société civile dans les pays en développement* »

conférence sur le développement durable de Rio de 1992 et celle sur la répression politique (apartheid en Afrique du Sud par exemple)⁵.

Cet article se propose d'examiner l'appropriation des techniques d'information et de communication (TIC) par les ONG en Afrique depuis les débuts de l'ère Internet sur le continent⁶. Il s'agit d'une approche à la fois historique, analytique et prospective qui rend compte de l'action de la société civile, présente les problématiques posées et indique quelques balises pour l'avenir.

Nous avons examiné un certain nombre d'initiatives dont nous avons eu connaissance en Afrique francophone, mais également anglophone.

Les acteurs

Il existe probablement des centaines d'ONG dont l'action porte sur les TIC en Afrique. Un grand nombre d'entre elles ont été mises en place à partir du milieu des années 1990, période coïncidant avec les débuts de l'Internet sur le continent. La configuration humaine de ces nouvelles organisations se caractérise souvent par la jeunesse de nombre des membres et initiateurs, dans beaucoup de cas des étudiants ou anciens étudiants. Ce sont également des personnels d'entreprises, d'organisations internationales ou étatiques oeuvrant dans le domaine des technologies de l'information, ou des enseignants. Quelques rares ONG, telles SangoNet en Afrique du Sud, ont une antériorité située dans la période d'avant la pénétration de l'Internet sur le continent (Esterhuysen, 2002)⁷. Nous examinerons ces organisations sous différents angles : leur histoire, quelques actions menées, les problématiques auxquelles elles font face ou qu'elles induisent.

Les organisations seront essentiellement présentées à travers les réseaux formels ou informels auxquels elles sont affiliées ou à partir desquels elles ont émergé, tels le réseau ANAIS (sur lequel nous insisterons compte tenu de son rôle historique en Afrique de l'Ouest francophone), les chapitres ISOC africains, la branche africaine de l'Association of Progressive Communication (APC) – et ses partenaires. Quelques structures dont nous ne connaissons aucune affiliation seront également mentionnées.

Les associations et réseaux de promotion d'Internet

⁵ Anriette Esterhuysen, « *Networking for a purpose : african NGOs using ICT* »

⁶ Pour des informations sur les ONG sénégalaises et les TIC, consulter Caroline Dulau, « *L'Internet au Sénégal : modes d'insertion, différents usages et réseaux de communication mis en place par les ONG dakaroises* » ; pour la situation au Burkina, consulter Sylvestre Ouédraogo (dir), « *Les réseaux et associations de développement dans la dynamique de l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication : Analyse de la situation au Burkina Faso* », IICD.

⁷ Idem

Le réseau ANAIS

L'histoire du réseau ANAIS remonte à la conférence sur « L'Afrique et les nouvelles technologies de l'information », organisée par la Fondation du devenir (FdD)⁸ à Genève (Suisse), les 17 et 18 octobre 1996. Cette conférence fut co-présidée par l'ancien président malien Alpha Oumar Konaré et Guy-Olivier Segond, président du Conseil d'Etat de la république et canton de Genève. La déclaration finale de la rencontre a proposé la mise en place d'un mécanisme de suivi, un réseau consultatif, par la Fondation du devenir (FdD), qui devra « faciliter la formulation et la mise en oeuvre de stratégies cohérentes visant à assurer une utilisation effective et efficace des NTI [Nouvelles Technologies de l'Information] en Afrique au profit du plus grand nombre » et « fonctionnera en étroite collaboration avec tous les partenaires impliqués dans le développement des NTI en Afrique⁹ ». Elle devrait aussi s'efforcer de promouvoir les TIC dans des domaines spécifiques, tels la santé, l'environnement, les droits de l'homme, l'économie populaire. Il a été prévu deux nœuds du réseau, l'un à Genève, hébergé par la FdD, et l'autre à Bamako (Mali). Ce réseau sera dénommé ANAIS (Advisory Network for African Information Strategies¹⁰) : www.anais.org

La première réunion de travail du réseau eut lieu du 15 au 19 décembre 1997, à Bamako, avec pour programme la définition des objectifs de son fonctionnement, des méthodologies d'action et l'identification des personnes ressources (physiques et morales) susceptibles de participer au réseau. Une vingtaine de participants de divers secteurs (ONG, gouvernement, recherche, privé), provenant de deux pays européens et de huit pays africains y ont pris part¹¹. La mise en place des antennes nationales a ainsi pu commencer. Le plan directeur des premières actions a identifié, entre autres, la création de contenus, la collecte de fiches d'expériences, la réalisation d'études sur l'état des TIC dans les pays associés. Le « groupe Europe », piloté par la Fondation du devenir (composé aussi des associations françaises Globenet et Vecam) avait pour tâches essentielles la recherche de financements et de partenaires internationaux, la visibilité internationale du réseau, la coordination internationale des actions à titre temporaire. Le « groupe Afrique » avec son pôle malien, devait progressivement se formaliser par la

⁸ La Fondation du Devenir est une organisation suisse ayant comme 'objectif général d'œuvrer pour « l'amélioration de la qualité de la vie » www.fdd.org.

⁹ Voir la déclaration finale <http://www.anais.org/REFERENCES/DOC71.HTML>.

¹⁰ Ce nom changera en 1999 pour devenir le « Réseau Consultatif sur les Stratégies d'Information en Afrique et en Europe »

¹¹ Les structures participantes furent le RECIF (Burkina), le GERDDES - Afrique (Bénin), le CIFAD (Côte d'Ivoire), Anais-Bamako (Mali), la FdD, Globenet (France), ENDADAKAR (Sénégal), le CODESRIA le Centre de Suivi Ecologique (Sénégal), les sociétés Bintta (Mali et Guinée), SIT (Côte d'Ivoire), Café Informatique (Togo), et Interactive (Sénégal). Il y avait également une participante du Gabon. Voir <http://www.anais.org/reseau/Fr/activites/bamako97/index.html>.

création d'associations ou de points ANAIS dans les différents pays ; une souplesse d'organisation était laissée à chacun d'eux avec la responsabilité de la mise en place des activités au plan local. Les participants ont suggéré la création d'une organisation internationale avec les deux pôles Afrique et Europe.

Après la rencontre, des correspondants nationaux ont été recrutés dans les pays y ayant participé (à l'exception du Gabon), avec pour tâche la réalisation d'une étude sur la situation des TIC dans le pays et le lancement d'une antenne locale. Ainsi, à partir de 1998, en dehors de ANAIS-Bamako, des antennes furent créées au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et en Guinée Conakry (ISOC- Guinée)¹². En Côte d'Ivoire et au Ghana, des antennes ne furent pas créées mais des correspondants furent néanmoins désignés, tout comme au Cameroun (Agro-PME). Les antennes ANAIS ont été mises en place soit dans des structures en construction, soit nouvellement créées, soit préexistantes. Le réseau s'élargira progressivement et d'autres structures le rejoindront à partir de 1999, du Sénégal (projet SIP du CRESP et Enda-Cyberpop), du Cameroun (ANAIS-Cameroun et WAGNE-Internet), du Burkina Faso (RIFOD et Toile du Sahel) et de la Mauritanie¹³.

De multiples activités d'envergure ont été mises en place dans les antennes nationales et sur le plan international. Il convient de préciser que les activités réalisées par les antennes n'étaient pas exclusivement liées au réseau ANAIS. Elles ont (et se devaient d'avoir) d'autres partenaires, d'autres activités, de façon indépendante. Les activités que nous mentionnons ici n'étaient donc pas toutes liées aux financements obtenus par ANAIS. Ceux qui lui sont propres étaient ponctuels (d'une durée de quelques semaines à un an), non permanents, et ont concerné tous les domaines : la création de contenus, la réalisation de fiches d'expériences locales, la mise en place d'équipes de formation aux TIC (« cellules de proximité »), la vigie (dispositifs d'information et de veille sur les TIC), l'information-sensibilisation (conférences, ateliers), l'appui à la mise en place de centres d'accès aux TIC, la réalisation d'études. Les antennes avaient la liberté de participer aux projets qui convenaient à leur champ d'actions, et, de fait, elles ne menaient pas les mêmes activités au niveau local. Les financements majeurs du réseau provenaient de la coopération Suisse, de l'Agence de la francophonie, de la Banque mondiale et étaient gérées par la FdD.

Au niveau international, le réseau a pu organiser des activités très connues comme la rencontre internationale *Bamako 2000*, en février 2000 (voir le site ANAIS), l'édition du CDROM « *Bamako 2000 : les passerelles*

¹² Anais-Bamako : <http://www.anaisbko.org.ml/> ; au Sénégal, Osiris : www.osiris.sn; en Guinée, Récif : <http://www.recif.asso.fr/>; au Burkina, Yam-Pukri <http://www.yam-pukri.org>; au Bénin, Oridev www.oridev.org

¹³ CRESP <http://www.cresp.sn/> - projet SIP : Système d'Information Populaire www.sip.org (anciennement SIUP), WAGNE-Internet <http://www.wagne.net/>, RIFOD www.rifod.org,

du développement », d'importantes études sur les TIC en Afrique et dans les pays du Sud, des actions ponctuelles en Europe (sans la participation de toutes les antennes), comme celle ayant porté sur la mise en place de la politique nationale des TIC de Mauritanie en 2001, la participation à diverses manifestations afin d'assurer la visibilité du réseau. ANAIS fût aussi à l'origine de l'organisation (ou la co-organisation ?) de la rencontre *Bamako 2002* en mai 2002, rencontre préparatoire africaine du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI)¹⁴. Le tableau suivant donne un aperçu des activités menées au niveau local par les partenaires locaux avec ou sans financement ANAIS¹⁵, avant et après 2000.

*ANAIS aujourd'hui*¹⁶

Au cours d'une réunion de travail en 2000, la Fondation du devenir a annoncé qu'elle n'était plus en mesure de coordonner le réseau, et laissait aux Africains la liberté de s'organiser. Dans le même temps, les projets menés par le réseau en tant que collectif étaient arrivés à terme. Cette annonce surprit grandement les associations africaines, qui ne s'y attendaient pas toutes. Elle tombait mal parce que le réseau n'avait pas eu l'opportunité de se consolider. Depuis la fin de l'année 2000, il a cessé de fonctionner en tant que collectif, même si la plupart des associations ont participé à la rencontre de Bamako 2002. L'absence de mise à jour du site depuis 2001 en est l'illustration et de façon objective, on peut se demander si le réseau existe encore ou si il aura encore l'opportunité de se relever de sa léthargie.

Malgré cette situation, les acquis du réseau restent déterminants. Il a créé une grande dynamique ayant favorisé la mise en œuvre d'importantes initiatives d'appropriation sociale des TIC en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest francophone. Son rôle en tant que catalyseur des initiatives pionnières est donc incontestable. Aujourd'hui, chacune des associations poursuit son chemin. Cette expérience peut déjà servir de leçon de divers points de vue.

Nous insistons sur le fait que toutes ces activités n'ont pas été réalisées dans le cadre d'ANAIS puisque certaines ont été menées avec d'autres partenaires, sans implication du réseau ; l'objectif ici est de rendre compte de la dynamique de ces associations. ENDA Tiers-Monde (projet Cyberpop), sera présenté dans une autre section.

¹⁴ www.wsis.org - rencontre prévue pour décembre 2003 à Genève (Suisse) et 2005 à Tunis (Tunisie) et dans le cadre duquel un grand nombre de manifestations sont initiées actuellement.

¹⁵ Voir le site <http://www.anais.org> et les sites des organisations partenaires pour avoir une idée plus détaillée des activités majeures réalisées.

¹⁶ En tant que l'un des responsables de l'ONG Oridev, antenne ANAIS du Bénin, j'ai pu suivre le fonctionnement du réseau. Les informations mentionnées ici n'engagent que ma personne et non l'ONG Oridev.

Tableau 1 : Quelques activités menées par le réseau ANAIS et ses partenaires avec ou sans financement ANAIS

PAYS ORGANISATION	ET	ACTIVITES
Association (Bénin)	Oridev	Coordination et organisation de plusieurs éditions de la fête de l'Internet depuis 1999, mise en place d'une unité de formation aux TIC, mise en place d'un cybercentre pour les jeunes (PAJE), organisation de plusieurs conférences sur les TIC au Bénin, édition d'un bulletin électronique mensuel sur les TIC au Bénin - Orita -, collecte et études sur les TIC au Bénin, etc.
Yam-Pukri Faso)	(Burkina	Création de 6 centres d'accès à l'informatique et aux TIC, collecte et études sur les TIC au Burkina, organisation de la fête de l'Internet, organisation de forums électroniques entre jeunes Suisses et du Burkina, édition des sites www.burkina-ntics.org et www.faso-ong.org etc.
RIFOD (Burkina Faso)		Etude sur les TIC au Burkina, etc., réalisation de contenus multimédia sur le web et sur CDROMs, productions audiovisuelles, organisation d'une rencontre régionale sur la production de contenus multimédia (initiative DevNet), etc.
Toile du Sahel (Burkina Faso)		Compte-rendu local de la rencontre Bamako 2000, etc.
OSIRIS (Sénégal)		Collecte d'informations et études sur les TIC, lobbying, édition depuis 1999 d'un bulletin électronique d'informations sur les TIC au Sénégal - Batik, organisation de la caravane multimédia à travers le Sénégal, participation à différentes opérations sur les TIC au Sénégal, etc.
ISOC- Sénégal (Guinée)		Entre autres, organisation de la fête de l'Internet au Sénégal, organisation de rencontres sur les TIC, formation, participation à des rencontres internationales ISOC, etc.
ISOC – Guinée (Guinée)		Mise en place d'une cellule de formation aux TIC, mise en place d'un centre ANAIS, organisation d'un atelier international de création de contenus, études et collecte d'informations sur les TIC en Guinée, etc.

WAGNE – Internet (Cameroun)	Collecte d'informations sur les TIC au Cameroun pour ANAIS, formation aux TIC, point d'accès aux TIC, hébergement de sites, etc.
ANAIS-Bamako (Mali)	Organisation de la fête de l'Internet, formation aux TIC, création de clubs ANAIS, etc.

Les chapitres ISOC africains

L'Internet Society est une association internationale de droit américain qui œuvre pour la promotion et l'évolution des réseaux informatiques et de l'Internet en particulier. C'est un organisme travaillant surtout sur la technique à travers ses différentes filiales. Elle a été officiellement fondée en janvier 1992 après sa première réunion annuelle en juin 1991.

Pour favoriser la réalisation de l'un de ses vœux majeurs « L'Internet pour tous », ISOC international a suscité la création de chapitres Internet un peu partout dans le monde, et organise chaque année, lors de ses conférences annuelles INET, des ateliers de formation, dont en particulier le « *Developing Countries Workshop* » destiné à la formation de techniciens des pays en développement. Ainsi, depuis INET'92 au Japon, des professionnels africains ont été formés aux technologies de l'Internet. Des chapitres africains ISOC ont également vu le jour et plus d'une trentaine de pays africains en disposaient en 2001, de l'Égypte à l'Afrique du Sud en passant par le Maroc (premier chapitre africain), le Sénégal, le Togo, le Bénin, le Ghana, le Cameroun, l'Ouganda¹⁷ (Kamel, 2001)¹⁸.

En général, les chapitres ISOC africains semblent moins engagés sur la sensibilisation du grand public que d'autres associations locales. Ils interviennent surtout dans la formation et dans la technique, ce qui correspond au rôle historique d'ISOC internationale. Tout comme elle, la plupart des chapitres participent à la fête de l'Internet, organisée depuis 1998 dans le monde entier et dont l'objectif est la sensibilisation du grand public aux technologies de l'information et à leurs enjeux. Les axes sur lesquels leur intervention est décisive sont le lobbying et la mobilisation pour la présence d'Africains dans les instances de gouvernance internationale de l'ICANN¹⁹, l'organisation de réunions de formation sur la gestion des

¹⁷ ISOC- Égypte <http://www.ise.org.eg> ; ISOC- Zambie <http://www.isoc.org.za> ; ISOC- Maroc <http://www.misoc.org.ma/> ; ISOC –Sénégal <http://www.isoc.sn> ; ISOC- Togo <http://www.isoc.tg/> ; ISOC- Bénin <http://www.isoc.bj> ; ISOC- Ghana <http://www.isoc.org.gh/> ; ISOC –Ouganda <http://www.uconnect.org/isoc/uganda/aboutus.html>

¹⁸ Tarek Kamel, Terry Weigler, « African chapters and their role in Internet development in african countries ».

¹⁹ ICANN www.icann.org, institution fille de l'ISOC intervenant dans la gestion des noms et des numéros Internet, et représentant souvent l'intérêt des internautes.

réseaux tels les ateliers AFNOG²⁰ (African Network Operators' Group), la création du registre africain de l'Internet AfriNic (www.afrinic.org), etc.

Les chapitres africains se rencontrent au moins une fois l'an, non seulement dans le cadre des rencontres annuelles INET pour lesquelles ils reçoivent en priorité certains financements, mais également dans différents cadres régionaux (par exemple lors des ateliers de formation régionaux INET, organisés parfois en Afrique et des formations AFNOG).

APC-Afrique et ses partenaires

Le réseau *Association for Progressive Communications* (APC) a été créé en 1990 par sept organisations internationales²¹ : Institute for Global Communications aux Etats-Unis, GreenNet en Grande Bretagne, NordNet en Suède, Web Networks au Canada, Alternex/IBASE au Brésil, Nicarao/CRIES au Nicaragua, et Pegasus en Australie. Il a pour objectif de mettre les TIC au service de la justice sociale et du développement sur tous les continents, avec un accent sur ceux du Sud. En réalité, GreenNet offrait déjà l'accès au courrier électronique depuis 1989 à certaines organisations du continent africain, notamment à travers l'association sud-africaine SangoNet²² qui devint, dès 1993, membre de l'APC. La branche africaine du réseau était ainsi créée.

Les services offerts par les membres de l'APC - Afrique sont en général la formation aux TIC, la fourniture d'accès et de services Internet aux OSC, la création, l'hébergement de pages web et le lobbying. La plupart des membres sont spécialisés dans la promotion des TIC pour le développement. En dehors de SangoNet, il s'agit de structures comme la fondation Fantsuam (<http://www.fantsuam.com/>) au Nigéria, Arid Lands Information Network (ALIN) (<http://www.alin.or.ke/>) au Kenya, Enda-Tiers Monde (<http://www.enda.sn>) au Sénégal.

Examinons en particulier Southern African Nongovernmental Organisation network (SangoNet). SangoNet a été créé en 1987 sous le nom de WorkNet, dans un contexte politique sud-africain marqué par l'apartheid et la répression des opposants (Esterhuysen, 2002)²³. Les organisations syndicales, en particulier le Labour and Economic Research Center (LERC) ont alors mis en place un réseau informatique leur permettant de communiquer entre elles en toute sécurité et aussi vers leurs partenaires internationaux. Dans cette période pré-Internet, les communications électroniques internationales (envois et réceptions en différé) étaient assurées à travers le réseau Fidonet de GreenNet. WorkNet, devenu

²⁰ www.afnog.org

²¹ Association for Progressive Communication, « APC Annual report 2000: looking back on APC's first decade 1990 – 2000 ».

²² <http://www.sn.apc.org/corporate/index.shtml>

²³ Anriette Esterhuysen, op cit.

SangoNet en 1993, offrait ainsi l'accès au monde extérieur aux organisations sud-africaines luttant contre l'apartheid, mais également à d'autres OSC de l'Afrique Australe. Avec la levée de l'embargo international sur le pays et la connexion à l'Internet, des services Internet à part entière ont été offerts.

APC et ses partenaires, de façon collective ou individuelle, contribuent ainsi à l'émergence d'une société civile africaine performante dans l'utilisation des TIC pour le développement social. Les dernières actions notables du réseau sont, l'institution du *Prix Hafkin*²⁴ récompensant les initiatives mettant les TIC au service des communautés en Afrique ; l'organisation en novembre 2002 d'une réunion sur les OSC et la politique des TIC en Afrique à titre de manifestation de concertation dans l'optique du SMSI ; le lancement d'un observatoire sur les politiques TIC en Afrique (Africa ICT Monitor Project), etc. Compte tenu de son histoire, le réseau œuvre beaucoup pour la promotion des droits en communication (se référer à son programme sur les droits de l'Internet).

La FIA et ses partenaires

L'association Fête de l'Internet en Afrique (FIA)²⁵ (www.f-i-a.org) est une institution de droit gabonais à vocation africaine, créée à la suite de la première fête de l'Internet organisée au Gabon en 1998. Il s'agit d'une manifestation internationale de vulgarisation de l'Internet, initiée en France en 1998 et s'organisant dans le monde entier, généralement au mois de mars²⁶ (voir le site international www.Internet-fiesta.org). La FIA coordonne depuis 1999 de nombreuses initiatives. Elle collabore avec des « correspondants » (associations, individus ou autres organismes), répartis dans la plupart des pays francophones. Il s'agit de relais locaux de l'événement, qu'ils organisent ou contribuent à organiser. Elle appuie parfois certaines de leurs activités, à travers des financements obtenus auprès de partenaires comme la coopération française. Des rencontres internationales préparatoires à la fête ont déjà eu lieu au Burkina en 2001, au Bénin en 2002 et 2003. Ainsi grâce à son réseau, la FIA contribue depuis plus de cinq ans à la vulgarisation de l'Internet sur le continent africain. Parmi les diverses associations collaborant avec elle, on compte des organisations comme l'Association Culture Environnement et Technologie (ACET) - une ONG -, FIA Niger, l'ONG « Les Amis du Futur²⁷ » en Guinée, l'Association des étudiants en maîtrise en informatique et statistiques appliquées de Madagascar (AEMISA), le Centre de ressources Internet du Centre d'éducation à distance de la Côte d'Ivoire²⁸, etc.

²⁴ <http://www.apc.org/english/hafkin/index.shtml>

²⁵ www.f-i-a.org,

²⁶ Des contraintes locales (élections, fête de la Tabaski, etc.) peuvent conduire à un choix particulier des dates de la fête.

²⁷ <http://www.biasy.net/~laf/>

²⁸ www.gdln.org/CotedIvoireDLC/Index.html

Les associations thématiques

Dans le cadre de l'utilisation de l'Internet pour appuyer les autres secteurs de développement, les OSC africaines les plus actives et visibles sont celles oeuvrant sur la question genre, l'éducation, l'environnement, les droits de l'homme. La promotion des logiciels libres devient un domaine particulier d'actions. Nous présentons ici l'action de quelques initiatives significatives dans ces domaines.

L'éducation

SchoolNet Africa (SNA)²⁹ est une organisation non gouvernementale africaine qui promeut l'éducation à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires du continent. SNA a mis en place un certain nombre de programmes pour atteindre ses objectifs : recherche sur les TIC dans l'éducation, création d'un réseau virtuel des enseignants africains avec pour objectif le renforcement de leurs capacités d'appropriation et d'exploitation des TIC (programme African Teacher's Network - ATN -), etc. Elle met en place ou collabore avec différents programmes internationaux mettant les TIC au service de l'éducation tels IEARN³⁰, Itrainonline (programme et plateforme de ressources sur la formation aux TIC en ligne)³¹, Thinkquest Africa³² (répondant africain du projet international Thinkquest³³), Global Teenager³⁴. SNA s'intéresse également aux logiciels libres. Il dispose de relais dans près de 30 pays africains³⁵, francophones comme anglophones, même si les activités sont plus développées dans les pays anglophones (en particulier l'Afrique australe où l'organisation a son siège social). Il a organisé du 28 avril au 3 mai 2003 un important atelier panafricain sur « *Les TIC dans les écoles africaines* ».

A noter qu'outre l'anglais, une version en langue swahili³⁶ du site de SchoolNet Africa était disponible ! Il est également prévu de le traduire totalement ou partiellement en français, en arabe et en portugais.

La promotion des logiciels libres

Depuis la fin des années 1990, de nombreuses associations de promotion des logiciels libres ont été créées dans beaucoup de pays africains³⁷.

²⁹ <http://www.schoolnetafrica.net/>

³⁰ <http://www.iearn.org/>

³¹ <http://www.itrainonline.org/itrainonline/french/>

³² <http://www.thinkquestafrica.org/>

³³ <http://www.thinkquest.org/>

³⁴ <http://www.iicd.org/globalteenagers/>

³⁵ Quelques exemples : en Namibie <http://www.schoolnet.na/>; en Zambie <http://www.schoolnet.org.zm/>, en Afrique du Sud <http://www.school.za/> , en Ouganda <http://www.schoolnetuganda.sc.ug/homepage.php>.

³⁶ Fait noté en février 2003. Il serait intéressant de savoir comment ces ressources swahili sont exploitées.

L'Institut des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF) de la francophonie a également suscité des initiatives dans ce domaine, notamment avec ses programmes de formation³⁸, de création des laboratoires LabTIC et de distribution de packs de logiciels. Deux initiatives panafricaines (Association Africaine des Utilisateurs de Logiciels Libres - AAUL - et Free Software and Open Source Foundation for Africa - FOSSFA³⁹) viennent d'être lancées. Dans certains cas, des logiciels ont pu être développés ou adaptés pour les besoins locaux (en Côte d'Ivoire ou au Maroc par exemple⁴⁰).

Genre et TIC

En ce qui concerne la problématique « genre et TIC », le déclic a sans doute été la conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995. Les initiatives dans ce domaine sont nombreuses au niveau national et continental. On peut citer : Famafrique, programme SYNFEV de Enda Tiers-Monde, programme genre de ISOC-Bénin⁴¹, WOUGNET⁴² (Femmes et TIC en Ouganda), ACWIT (le Centre africain sur femmes et TIC) et FEMNET basés au Kenya⁴³, etc.

Les ONG non spécialisées

Nous traiterons ici des organisations dont les actions portent principalement ou exclusivement sur les secteurs habituels de développement (éducation, environnement, santé, droits de l'homme, question genre, développement rural) et qui ont soit juste une utilisation fonctionnelle des TIC (saisie et traitement de données, recherche d'information liées au domaine d'activités, envoi de courrier aux partenaires et quelquefois mise en place de listes de diffusions entre partenaires, etc.), soit une utilisation technicienne et militante (pour favoriser son appropriation et sa démocratisation, en vue du changement social) bien que n'étant pas spécialisée à l'origine sur cette question. La plupart des manifestations orientées vers l'appropriation des TIC par ces organisations ont été mises sur pied en collaboration avec ou sur l'initiative des organisations spécialisées. C'est le cas de :

- la réunion sur la stratégie africaine de APC (Afrique du Sud, 1997)⁴⁴

³⁷ AS3L au Sénégal <http://www.as3l.org/>; AC3L au Cameroun www.cm.auf-francophonie.org/ac3l/; AI3L pour la Côte d'Ivoire <http://www.ai3l.ci/>; AMUL à Madagascar <http://www.amul.mg/>; au Maroc <http://www.linux-maroc.org/>

³⁸ <http://intif.francophonie.org/INTIF/CP/VoirCP.cfm?ID=230>

³⁹ <http://osfa.allafrica.com/>

⁴⁰ Création du logiciel FreeDiab au Maroc en partenariat avec un privé <http://linuxmaroc.tuxfamily.org/linuxmaroc/>

⁴¹ www.isoc-bj/ (Programme Genre : Jacqueline Ahouansou : jahouansou@usaid.gov)

⁴² <http://www.wougnet.org/>

⁴³ ACWIT <http://www.acwict.or.ke>; FEMNET <http://www.femnet.or.ke/>

⁴⁴ Communiqué diffusé à l'issue de la rencontre : http://www.apc.org/english/about/programs/africa_holy.shtml

- l'atelier sur « les ONG dans la société de l'information » organisé durant le premier Forum du Développement Africain (ADF'99) à Addis Abéba en 1999⁴⁵ ;
- la réunion consultative de l'UNESCO et de la société civile, organisée dans le cadre de la rencontre préparatoire africaine du SMSI, Bamako 2002, en mai 2002⁴⁶
- l'atelier sur les OSC et la régulation des TIC organisée par APC et Article 19, avec l'appui de la Commission Economique pour l'Afrique de l'ONU à Addis Abéba en décembre 2002⁴⁷
- la seconde édition du Forum social africain⁴⁸ qui a abordé la question des TIC

Des initiatives sont également mises en place au niveau national. Par exemple au Bénin, l'ONG Oridev a initié un certain nombre d'activités (réalisation en décembre 2000 d'un séminaire sur les ONG béninoises et les TIC, liste de diffusion sur les ONG et les TIC, organisation d'ateliers de formation sur l'Internet à leur intention, notamment pendant la fête de l'Internet 2001); au Sénégal, le Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD⁴⁹) a mis en place en avril 2002, en collaboration avec une ONG espagnole, un cybercentre avec un espace formation dédié aux associations et ONG ; au Burkina, Yam-Pukri a initié un site portail pour les ONG du pays⁵⁰ ; etc.

Toutes ces initiatives permettent d'identifier et essaient de résoudre les difficultés rencontrées par les ONG et associations africaines face aux TIC (formation aux TIC, cherté et difficultés d'acquisition du matériel informatique, problèmes de maintenance matérielle et logicielle, sensibilisation aux enjeux des TIC, notamment en ce qui concerne le rôle de la société civile, contribution à la visibilité internationale, etc.).

Cas particulier d'ENDA Tiers-Monde

L'ONG non spécialisée sur les TIC la plus active dans la promotion des TIC par la société civile en Afrique est sans doute ENDA-Tiers Monde. Cette organisation a été fondée à Dakar en 1972 et œuvre de façon générale pour l'environnement et le développement, en travaillant avec les

⁴⁵ Rapport de l'atelier : <http://www.uneca.org/adf99/worddocs/NGOreport-fr.doc>

⁴⁶ Rapport de la rencontre : http://www.geneva2003.org/bamako2002/doc_html/conc_unesco_fr.htm

⁴⁷ Article 19 : Association internationale oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme <http://www.article19.org/> ; Rapport de l'atelier : http://africa.rights.apc.org/workshop_dec_fr.shtml

⁴⁸ Le forum social africain est le répondant continental du forum social mondial <http://www.enda.sn/Forum%20social/>

⁴⁹ <http://www.congad.sn>

⁵⁰ www.faso-ong.org

communautés à la base. Elle offrait depuis 1989 jusqu'à la connexion du Sénégal à l'Internet, l'accès au courrier électronique aux organisations africaines, à travers une passerelle, Fidonet. Aujourd'hui, elle offre un accès complet au réseau aux ONG, associations à la base, chercheurs, ainsi qu'aux institutions de formation qui lui en font la demande. En outre, elle a développé les projets SYNFEV (Synergie Genre et Développement), Cyberpop⁵¹ et lancé le projet Famafrique⁵². Elle est en outre membre du réseau APC-Afrique et liée au réseau ANAIS à travers son projet Cyberpop.

Les Problèmes qui se posent

Identité et durabilité des associations spécialisées

Un grand nombre d'associations spécialisées ont une identité et une durabilité encore incertaines parce qu'elles sont majoritairement jeunes (par rapport à leur date de création) ou mises en place par des jeunes. Comme indiqué plus haut, elles ont été créées à partir du milieu des années 1990 et autour de 2000, parfois sur la suggestion de partenaires occidentaux. Dès lors, on peut se demander si la conviction des membres ne s'effritera pas au rythme de l'épuisement des appuis financiers. Cette question est d'autant plus cruciale que même lorsqu'une grande conviction militante est à la base de la création d'une association en Afrique, la disponibilité d'appuis est tellement incertaine, la nécessité de survie économique des (futurs) membres si urgente que le bénévolat se marchande durement et que beaucoup d'associations sombrent dans la léthargie.

En dehors de cette question, certaines structures se donnent un champ d'actions restreint, exclusivement centré sur l'Internet, illustré parfois dans leurs dénominations. Or l'Internet n'est qu'une des (nouvelles) technologies de communication ; en Afrique il n'est ni le premier, ni le seul moyen de communication susceptible de promouvoir le développement, et il n'est pas sûr que d'ici une dizaine d'années les financements soient encore suffisamment disponibles pour sa vulgarisation. D'autres paradigmes ou priorités de développement pourraient surgir ou ressurgir⁵³ et l'Internet n'aurait plus la faveur des partenaires internationaux.

Autre élément : les services offerts par les associations spécialisées sont souvent l'initiation à l'Internet, à l'informatique, la sensibilisation élémentaire aux enjeux des TIC et parfois la mise à disposition de

⁵¹Ecopole : Mise en place de centres de ressources communautaires gérés par les populations <http://www.enda.sn/ecopole/ecop12.html> ; SYNFEV : <http://www.enda.sn/synfev/synfev.htm>;

⁵² Espace virtuel d'information et de ressources sur le développement durable pour les femmes d'Afrique francophone www.famafrique.org

⁵³ Il est intéressant de noter que l'intérêt pour la radio est redevenu vivace...grâce aux discours sur l'Internet...

cyberespaces. Or ces créneaux sont également occupés par le secteur privé et risquent à long terme de ne plus apparaître pertinents partout (notamment dans les régions urbaines). Les organisations concernées doivent donc s'adapter afin de conserver leur pertinence. Celle-ci peut s'illustrer dans la prise d'initiatives dans des créneaux situés hors du champ d'actions du secteur privé : création de contenus pour des projets non financés, fourniture de services d'informations et de communication pour toutes les organisations de la société civile (plate-forme d'informations, bulletins d'informations spécialisées, offre de services techniques aux associations peu nanties), lobbying national et international (par exemple en matière de gouvernance des TIC), etc. Les associations doivent aussi se perfectionner en matière de gestion des ressources humaines, financière et prospective. Constatons pour finir que les ONG et associations non spécialisées deviennent progressivement compétentes en TIC et mènent également des actions dans ce créneau.

La coopération entre associations

La coopération entre organisations devient de plus en plus nécessaire, non seulement entre celles spécialisées sur les TIC elles-mêmes, mais également entre celles spécialisées et celles qui ne le sont pas.

Certaines associations sont doublement spécialisées (sur les TIC et sur un ou des secteurs habituels du développement) à l'image de Schoolnet Africa et AID au Burkina Faso⁵⁴. En matière de lobbying et de négociations, les ONG non spécialisées sont souvent plus armées et présentes, les autres ayant une moindre expérience du militantisme sur le terrain. De plus, les organisations non spécialisées mènent de plus en plus d'activités sur les TIC. Enda-Tiers Monde et les autres membres de APC en sont les meilleurs exemples. Or les organisations spécialisées ont des compétences techniques qui font leur originalité. C'est le lieu de souhaiter une meilleure coopération entre ces deux types d'organisations, en particulier au niveau national, afin que les potentialités respectives soient mises, de façon concertée, au service du changement social. D'ailleurs, les TIC ne peuvent avoir une réelle pertinence que lorsqu'elles servent d'appui à la résolution des problèmes de développement auxquels sont confrontées quotidiennement les populations africaines.

La question de la coopération entre organisations spécialisées est également très importante. Elles peuvent être considérées comme un groupe relativement homogène, avec des problèmes propres, liés à la technique, au lobbying, aux politiques de promotion des TIC, aux relations avec les opérateurs privés, l'Etat, et les partenaires extérieurs, etc. Beaucoup d'initiatives ayant fait collaborer des organisations africaines spécialisées sur les TIC au niveau régional ont été impulsées ou organisées par les partenaires non africains. Si cela pouvait se comprendre aux débuts de l'Internet sur le continent, près de huit ans plus tard, le développement de

⁵⁴ www.aidburkina.org

réseaux initiés par les Africains eux-mêmes, devrait être une priorité⁵⁵. Dans le contexte de mondialisation actuel, l'Afrique a ses urgences et spécificités ; elles ne peuvent être efficacement défendues que collectivement et d'abord par les Africains. Ce discours n'a aucune originalité mais reste d'actualité. Souvent des cadres de concertations existent, notamment lors des concertations régionales et internationales ou sur les listes de discussions, mais les organisations semblent hésiter à aller vers la coopération structurée, souvent par manque de confiance réciproque. Mais le mouvement associatif orienté sur les TIC est encore jeune dans la plupart des pays et la coopération sera peut être plus effective dans les années à venir.

Les associations et la technique

Les associations, surtout celles non spécialisées sur les TIC, rencontrent souvent des problèmes techniques dans leur utilisation de ces technologies. Ces problèmes sont liés souvent à la maintenance des matériels et des logiciels, aux faibles compétences dans leur utilisation. Ces problèmes sont difficiles à gérer dans un contexte de rareté des ressources. C'est justement ici que les associations spécialisées peuvent jouer un rôle, bien qu'elles puissent elles aussi faire face à des contraintes techniques plus pointues : utilisation de nouveaux logiciels de production de pages web, problèmes liés à l'hébergement des sites, etc.

Les relations avec les pouvoirs publics

Les associations africaines se plaignent souvent de ne pas recevoir beaucoup de soutien de l'Etat. Leur rôle ne serait pas souvent reconnu à sa juste mesure, et elles ne seraient pas toujours bien consultées ou écoutées. Dans beaucoup de pays, il existe toutefois des cadres de concertation entre la société civile en général et l'Etat. Certaines revendications des associations sont la possibilité d'avoir des exonérations pour l'achat de matériels informatiques, la réduction des coûts des communications, l'assurance d'un service universel des TIC à l'intérieur des pays, la bonne régulation des TIC, etc.

Relations avec les partenaires extérieurs

L'action de promotion des TIC en Afrique reste empreinte de l'appui et même de l'initiative extérieurs. De nombreux projets sont soutenus par des institutions gouvernementales dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale. De multiples associations et organisations non

⁵⁵ Il existe quelques associations à vocation africaine comme GARENTIC (Groupe Africain de Recherche et d'Etudes sur les NTIC) <http://www.garentic.org/index2.html>, la FIA, Iafic, ADINTAF www.adintaf.org, etc.

gouvernementales non africaines ou gérée par la diaspora africaine⁵⁶ interviennent également, en apportant des appuis techniques (formations aux TIC, services Internet : création et hébergement de sites, de listes, etc.), en collaborant sur des projets bilatéraux ou internationaux, en facilitant l'accès à du matériel informatique ou dans certains cas en apportant des financements. Si ces appuis ne sont pas toujours neutres ou sans contraintes, ils contribuent de façon certaine à la dynamique engendrée autour des TIC en Afrique.

Mais les relations avec les associations occidentales sont fortement empreintes d'ambiguïtés, de condescendance et de paternalisme. L'explosion des TIC et la nécessité de leur promotion à intensifié la collaboration entre organisations africaines et occidentales. Toutefois, les nouvelles technologies semblent malheureusement favoriser la diffusion rapide des anciennes suspicions réciproques et tendent même à les pérenniser. Bien qu'elles tiennent des discours contraires, certaines associations occidentales spécialisées ou non sur les TIC, ont tendance à considérer leurs correspondants africains comme incompetents et ne tiennent pas compte de leurs expériences. Le problème est que cette perception est souvent généralisée, implicite, spontanée. Certes, des nécessités de renforcement de capacités techniques sont réelles, mais pas générales. Il arrive également que certaines associations, considèrent l'Africain comme mauvais gestionnaire et tentent de s'imposer même dans le choix de leurs propres collaborateurs locaux, lorsque des projets communs les unissent. Pareillement, les Africains ne sont pas toujours réellement impliqués dans la gestion des projets communs, que ce soit sur le plan financier ou administratif ; les différentes responsabilités ne sont pas bien discutées, ou sont imposées du fait de la situation privilégiée de l'initiateur du projet qui est presque toujours l'association occidentale. Dans de pareils cas, la complaisance réciproque maintient les relations qui par moment deviennent tendues. Certains accusent les bailleurs de fonds de privilégier les projets initiés par les organismes occidentaux parce qu'ils préfèrent que ceux-ci soient leur interlocuteur principal.

Ces perceptions et modes opératoires semblent quelquefois basées sur des expériences négatives de l'association occidentale ou d'un de ses partenaires avec des structures africaines, mais il est important, en ce domaine, d'éviter toute généralisation.

⁵⁶ On peut citer par exemple les cas des associations ANFA www.anfalab.org, Africacomputing www.africacomputing.org, AEDEV www.aedev.org, CDSPTT www.globenet.org/csdptt, NTBF www.ntbf.net Iafic www.iafric.net, les Fondations Ford www.fordfound.org/ et Rockefeller <http://www.rockfound.org/>, l'ONG américaine Kabissa www.kabissa.org (cette dernière revendique héberger plus des sites ou des listes de diffusion pour plus de 450 organisations de la société civile africaine réparties dans plus de 30 pays (la plupart anglophones). Elle met en œuvre également des formations pour le compte d'institutions diverses).

Le renforcement de l'initiative africaine

On peut constater que l'initiative non africaine est de façon très prégnante présente dans un très grand nombre de réalisations. Elle est même à leur origine dans beaucoup de cas. La jeunesse des TIC en Afrique et la pauvreté économique du continent justifient ce fait et le rôle des partenaires extérieurs est grandement salutaire et encore indispensable. Toutefois, il conviendrait que l'initiative africaine émerge de plus en plus, non seulement dans la mise en œuvre des projets mais surtout dans leur conception. Quand on se connaît, on est seul à même de situer son mal et de mieux trouver les remèdes qui conviennent. L'action du partenaire, qui ne sera jamais permanente, ne devrait être que complémentaire. Les Africains doivent dès lors s'investir davantage dans la prise d'initiative et dans la recherche de financements alternatifs, et ne solliciter les partenaires extérieurs que lorsque c'est réellement nécessaire. Dans *Le viol de l'imaginaire*⁵⁷, Aminata Traoré constate que nous avons actuellement un imaginaire déstructuré, mais affirme que « L'autre Afrique possible (est) un défi à l'imaginaire et à la créativité ».

Les organisations de la société civile et le Sommet mondial de la société de l'information

La préparation des deux éditions du Sommet mondial de la société de l'information, en décembre 2003 à Genève et en novembre 2005 à Tunis, a mobilisé beaucoup d'ONG et associations en Afrique. L'investissement sur le sommet dans un grand nombre de pays était toutefois très mineur, parce que ses résultats étaient souvent perçus en réalité comme indépendants de l'action des associations ; les discussions interminables sur le rôle et la place que devrait occuper la société civile mondiale dans ce sommet, notamment lors des rencontres préparatoires (PrepCom), corroborent cette appréhension et ce désintérêt. Pourtant beaucoup d'ONG avaient au départ placé un grand espoir dans ce sommet au cours duquel la société civile n'a semblé finalement jouer qu'un rôle d'observateur, se « contentant » de proposer des textes dont l'impact dans les décisions est incertain. D'autre part, au niveau panafricain, des initiatives sont menées par différentes structures pour que l'Afrique puisse comprendre les enjeux du sommet, s'exprimer et avoir une place dans les concertations. On peut citer en premier lieu l'organisation de la rencontre Bamako 2002, compte tenu de l'investissement de la société civile africaine, même si son rôle en tant qu'organisateur de la rencontre est équivoque ; il y a également les initiatives d'APC soutenues par la CEA (coordination de la préparation virtuelle et physique de concertations africaines dans le cadre du sommet, en collaboration avec différentes

⁵⁷ Page 178 ; Actes Sud/Fayard, 2002. Aminata Traoré est une ancienne ministre du Mali

organisations africaines), les discussions sur la liste Africa_net⁵⁸, l'organisation d'une enquête intitulée « Les africains et la société de l'information » par la FIA à l'occasion de la fête de l'Internet⁵⁹, l'organisation d'un forum sur la jeunesse africaine et le SMSI⁶⁰. Un comité SMSI africain a été aussi créé. En général, on peut observer que les structures anglophones ont un plus grand investissement dans le SMSI que les francophones.

Bien avant l'avènement de l'Internet sur le continent, la société civile africaine avait déjà commencé à s'approprier les communications électroniques. Elle est aujourd'hui très active dans la vulgarisation et la démocratisation des TIC, et leur développement dans les pays lui en est largement redevable. L'objectif poursuivi est un double idéal : l'appropriation active de ces technologies et le progrès social, local et national. Elle travaille en collaboration avec des structures non africaines et reçoit des appuis de différentes institutions internationales⁶¹, alors que l'Etat est peu présent. Les ONG et associations spécialisées sur les TIC sont encore en construction ; leur professionnalisation, la recherche d'une identité propre et la mise en place ou la consolidation des réseaux et collectifs d'associations, tant au niveau national que continental, sont actuellement à l'ordre du jour.

Il faut se rappeler que la promotion des TIC ne peut être valorisante en Afrique que si elle sert la résolution des grands problèmes de développement auquel elle fait face (santé, promotion agricole et industrielle, démocratisation, résolution des conflits, etc.). Au-delà des diverses difficultés rencontrées, il est urgent que l'initiative africaine émerge davantage et se renforce, qu'elle soit associative ou gouvernementale.

BIBLIOGRAPHIE

⁵⁸ Liste de discussion mise en place par des membres de la société civile africaine http://fr.groups.yahoo.com/group/africa_net/; Africa_net est animée par des bénévoles et organise annuellement des discussions thématiques avec synthèses.

⁵⁹ <http://www.f-i-a.org/fete2003/enquete.php>

⁶⁰ Initiative du le WSIS Youth Caucus Africa (Comité formé par la jeunesse africaine dans le cadre du SMSI) <http://groups.yahoo.com/group/wsisyouthafrica/>; les contraintes liées à la traduction n'ont pas favorisé une réelle participation des francophones.

⁶¹ Un programme onusien ayant favorisé de nombreuses initiatives est le programme AISI (L'initiative « l'Afrique dans la société de l'information ») de la Commission Economique pour l'Afrique www.uneca.org/aisi/.

- Association for Progressive Communication, « APC Annual report 2000: looking back on APC's first decade 1990 – 2000 », 2000
- Ba M., « *Acquis et limites des ONG en Afrique de l'Ouest* » ; article paru dans *le Courrier ACP-UE* no. 152, juillet-août 1995: pages 69 – 70 ; http://www.euforic.org/courier/152f_ba.htm
- Dulau C., « *L'Internet au Sénégal : modes d'insertion, différents usages et réseaux de communication mis en place par les ONG dakaroises* », mémoire de DEA de géographie, sous la direction de A. Cheneau-Loquay, Université de Montaigne Bordeaux-3, 2002 ;
- Esterhuysen A., « *Networking for a purpose : african NGOs using ICT* », in « Rowing upstream : snapshots of pionniers of the information age in Africa », Lisbeth A. Levey, Stacey Young (dir.), Sharp Sharp Media (Pty) Ltd, Afrique du Sud, 2002.
- Graham N., « *La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie une critique* », in « Questionner la société de l'information », Bernard Miège (dir.), Hermes Sciences, Réseaux, Vol 18, N°101, 2000.
- Kamel T., Weigler T., « African chapters and their role in Internet development in african countries » in « On The Internet », Internet Society, New Jersey 2001.
- Marcussen H., S. « *Les ONG et la construction de la société civile dans les pays en développement* », in « ONG et développement : société, économie, politique », J.-P. Derler, Y.-A. Fauré, A. Piveteau, et al. (dir.), Ed. Karthala, Paris, 1998.
- Mowlana H., Wilson L., J., « *Communication, technologie et développement* », UNESCO, Paris, 1990
- Ouédraogo S., (dir), « *Les réseaux et associations de développement dans la dynamique de l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication : Analyse de la situation au Burkina Faso* », IICD, Yam-Pukri, Ouagadougou, déc. 2002.
- Traoré A., *Le viol de l'imaginaire*, Actes Sud/Fayard, 2002.